

Les PME : moteur de l'économie en France... et de l'emploi

Quand on parle « économie » on fait souvent de grands discours, on parle de milliards d'euros et, surtout, on pense aux grands groupes : opérateurs de téléphonie, luxe, industrie lourde nous viennent directement à l'esprit comme étant le centre de l'économie française. Pourtant, c'est loin d'être le cas. Et si effectivement un plan social - comme celui que Bouygues Telecom prépare en cette fin d'année 2014 qui prévoit 1 414 licenciement - chez une grande entreprise contient des chiffres à donner le tournis, en fait ce sont les PME sur lesquelles il faut compter pour relancer la France. Et pour cause : elles représentent plus de neuf entreprises sur dix.

243 grandes entreprises... et 3 millions de PME, TPE, ETI et micro-entreprises

Les chiffres sont là et personne ne peut les nier. Selon l'INSEE, en 2011, la France comptait 243 grandes entreprises (plus de 500 salariés). A elles seules elles représentaient 30% de l'emploi en France ce qui fait qu'elles jouent un rôle primordial dans l'économie française. Avec 4,5 millions de salariés répartis sur 243 entreprises, on comprend que les plans sociaux soient aussi gigantesques et puissent causer des tensions sociales. Mais à y regarder de plus près, si elles représentent un tiers des emplois cela signifie que deux tiers de ceux-ci, donc bien plus que la moitié se retrouve ailleurs. Justement : la grande majorité des emplois se trouve dans les autres entreprises, celles dont la taille est bien plus petite. Les 5000 ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) que l'on trouve en France représentent à elles seules 22% de l'emploi salarié français et les 138 000 TPE (Très Petites Entreprises) et PME (Petites et Moyennes Entreprises) 28% de l'emploi salarié. Au total : 50% de l'emploi salarié se retrouve donc réparti sur 143 000 entreprises en France. Ajoutez-y les 3 millions de microentreprises françaises qui emploient 3 millions de salariés et vous aurez le moteur de l'emploi en France.

Les seuils sociaux : un débat de PME TPE

Le fait que les PME et les TPE soient le moteur de l'emploi en France se retrouve d'ailleurs dans le débat sur la suppression des seuils sociaux. Celui-ci ne concerne en effet pas les grandes entreprises qui ont, depuis longtemps déjà, dépassé ces seuils. Les supprimer ne va rien changer chez elles. Chez les PME TPE, au contraire, tout va changer : elles pourraient embaucher sans voir leur coût du travail augmenter... Passer de 49 à 50 salariés, par exemple, augmente le coût salarial de 4% car pas moins de 34 législations vont s'appliquer. De quoi dissuader un patron d'embaucher une seule personne de plus. En 2011 on comptait 1500 entreprises de 48 salariés et 1600 entreprises de 49 salariés. Si la logique était mathématique on devrait avoir 1700 entreprises de 50 salariés... mais non. L'effet de seuil qui s'applique à 50 salariés entraîne qu'elles n'étaient que 600 à avoir 50 salariés et 500 à avoir 51 salariés.

Faisons appel aux TPE et aux PME

A défaut de voir les seuils sociaux sauter, chose contre laquelle les syndicats ont déjà annoncé une lutte sans merci, pour qu'elles puissent embaucher il faut qu'elles aient du travail et donc un carnet de commandes tel qu'elles puissent résorber le coût lié au dépassement d'un seuil. La chose est rare, mais elle arrive. Dans l'actualité récente, ERDF a ainsi fait appel à des PME pour la production et l'installation de ses nouveaux compteurs intelligents Linky. Selon Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, quelque 10 000 emplois sont à la clé grâce aux quelque 5 milliards d'euros du projet de déploiement des compteurs intelligents et, surtout, grâce à la durée de ce déploiement : de fin 2015 à 2021... six ans de travail assuré. Une aubaine.